

LA RÉVOLUTION  
CONGOLAISE



Yvon Muya

# La Révolution congolaise

*Kabila, la rue et l'alternance*

*Préface de Moda Dieng*

*Essai*

Éditions Persée

Consultez notre site internet



© Éditions Persée, 2022

Pour tout contact :  
Éditions Persée – Centre Chester Carlson  
ZAC du Moulin des Landes – 2 rue Gutenberg,  
44980 Sainte-Luce-sur-Loire  
[www.editions-persee.fr](http://www.editions-persee.fr)

*À Wivine,  
À Oby et Greg.*



## **Liste des sigles**

RDC : République démocratique du Congo

FCC : Front commun pour le Congo

UDPS : Union pour la démocratie et le progrès social

CACH : Cap pour le changement

PPRD : Parti du peuple pour la reconstruction et le développement

LAMUKA : « Réveille-toi » en lingala.

UNC : Union pour la nation congolaise

ECiDé : Engagement pour la citoyenneté et le développement

FDLR : Forces démocratiques pour la libération du Rwanda

CNDP : Conseil national pour la défense du peuple

RTNC : Radiotélévision nationale congolaise

G7 : Groupe des 7

ACAJ : Action congolaise pour l'accès à la justice

CLC : Comité laïque de coordination

LUCHA : Lutte pour le changement





## **Note personnelle de l'auteur**

**U**n grand merci à toutes les personnalités politiques qui ont accepté de nous consacrer leur précieux temps. En initiant cette étude, dans un contexte d'incertitudes politiques, nous étions conscients de la difficulté à convaincre les acteurs politiques de s'exprimer. Certains n'ont pas d'ailleurs hésité à repousser nos questions les estimant trop « délicates ». C'est donc avec gratitude que nous devons souligner nos rares répondants qui ne se sont pas laissé emporter par la peur du lendemain. Leur contribution permettra au lecteur de mieux comprendre cette séquence mouvementée de l'histoire de la République démocratique du Congo.

Je voudrais saluer vivement cette disponibilité qui valorise les chercheurs congolais. Elle permet en même temps de tordre le cou à cette idée fausse, qui veut que les informations de première main et les informations exclusives ne soient réservées qu'aux médias et aux universitaires venus de l'extérieur.

Mes remerciements vont également aux membres de la société civile et à tous les autres répondants. Leur expérience vécue est cruciale pour plonger le lecteur dans l'univers de la contestation politique par le biais de la rue.

Je remercie le professeur Moda Dieng qui a préfacé cet ouvrage, lui qui m'accompagne déjà dans mes recherches doctorales. Merci également au professeur Jean-Chrétien Ekambo qui a pris le temps de lire mon manuscrit et m'a beaucoup encouragé.

Merci enfin à Siméon Isako pour sa précieuse contribution dans la collecte de données. Il était déjà notre assistant de recherche dans une autre étude effectuée en 2020 auprès des habitants du quartier défavorisé de Mbanza Lemba à Kinshasa. Nous évaluions alors la gestion de la Covid-19 par le gouvernement et ses effets sur la population la plus démunie. Cette fois-ci, la lourde tâche consistait à faire parler les politiciens à propos de la crise politique de 2016 et la révolte populaire contre un troisième mandat de Joseph Kabila.

## Préface

Les successions au pouvoir demeurent encore des processus laborieux en Afrique. En témoigne la récente résurgence des coups d'État dans plusieurs pays africains – Guinée, Mali, Soudan. Ce livre analyse les évolutions récentes ayant débouché sur la première alternance politique pacifique en République démocratique du Congo (RDC) en 2019. Ce changement politique a été précédé par des contestations que l'on peut qualifier de révoltes populaires contre le régime de Joseph Kabila.

Certes, les révoltes n'ont pas réussi à déboulonner le régime de Joseph Kabila, mais devrait-on les présenter pour autant comme un échec ? Les révoltes populaires ont-elles eu, de près ou de loin, un impact dans l'organisation de l'élection présidentielle sans Kabila et l'élection d'un nouveau président de la République issu de l'opposition politique ? À ces deux questions, Yvon Muya apporte des analyses intéressantes qui vont sans doute alimenter le débat dans le cercle des passionnés de la vie politique en RDC et en Afrique.

Une autre force du livre réside dans la capacité de l'auteur à intégrer dans l'étude de cas une perspective comparatiste. Celle-ci montre à quel point les événements qui se déroulent ailleurs sur le continent peuvent influencer l'agenda local et national des pouvoirs politiques.

L'auteur a aussi eu l'audace d'aborder ici un sujet qui a fait l'objet de beaucoup de controverses en Afrique, à savoir la révolution. C'est pour échapper aux controverses et contestations autour du concept de « révolution » que les analystes et chercheurs qualifient plus souvent les soulèvements populaires sur le continent de révoltes, d'insurrection, d'émeutes, etc. Le printemps arabe étant une récente déclinaison en lieu et place du concept tabou de « révolution » que tout porte à croire qu'on cherche à le bannir de l'interprétation des évolutions politiques sur le continent africain.

Le changement politique est un autre phénomène pris en considération dans l'analyse. La plupart des transitions politiques qui se sont opérées en Afrique ont souvent été douloureuses avec leur lot de crise et de violence. À la différence des révoltes populaires du début des années 1990, les contestations récentes en RDC ne se sont pas transformées en conflit armé, mais elles ont entraîné des dizaines de morts et de blessés. Le changement politique intervenu en RDC en 2019 peut être qualifié de majeur, puisqu'il a débouché sur la première alternance pacifique au pouvoir dans ce pays.

Le régime de Joseph Kabila est resté 18 ans au pouvoir et était soupçonné de chercher à persévérer au sommet de l'État congolais en dépit de la limitation constitutionnelle du nombre de mandats présidentiels. L'une des caractéristiques principales de la longévité des chefs d'État au pouvoir est qu'elle cultive chez ces derniers le sentiment que la révolution peut réussir partout mais pas chez eux, tellement ils sont confiants dans leur capacité à surmonter les crises politiques. De sorte que leurs régimes ne craignent pas véritablement les révoltes populaires qu'ils parviennent souvent à prévenir ou étouffer en combinant répression, cooptation des leaders et distribution de privilèges et de prébendes de toutes sortes. Ces régimes pensent plutôt que la principale menace viendrait de l'armée. La peur que l'armée puisse perpétrer un coup d'État se traduit, du côté des pouvoirs politiques, par la mobilisation de

pratiques clientélistes visant à l'en dissuader en offrant à la haute hiérarchie militaire des privilèges d'une indécence indescriptible.

La réussite ou l'échec d'une révolte contre un régime serait-il lié au positionnement des forces de sécurité, au premier rang desquelles l'armée. Face à la révolte populaire, les forces armées vont-elles défendre le régime en place par tous les moyens ou adopteront-elles une position de neutralité? Les révolutions tunisiennes et égyptiennes montrent que le positionnement de l'armée, quel qu'il soit, demeure déterminant dans la suite des événements. Quel rôle la haute-hiérarchie militaire congolaise qui semble faire partie du « noyau des fidèles » à Joseph Kabila, a-t-elle joué face aux révoltes populaires? Le livre avance des clarifications importantes à ce sujet et sur beaucoup d'autres aspects liés au processus politique entre 2015 et 2019 en République démocratique du Congo. Il devient ainsi incontournable pour comprendre les évolutions politiques récentes dans ce pays.

**Moda Dieng,**  
Professeur agrégé à l'école  
d'études de conflits de  
l'Université Saint-Paul d'Ottawa



## Introduction

Que s'est-il passé le 24 janvier 2019 en République démocratique du Congo ? Pour un partisan de Joseph Kabila, la réponse à cette question ne fait aucun doute. C'est le jour où l'ex-président congolais a permis au pays de connaître sa première alternance pacifique au pouvoir. Pour ses détracteurs, en revanche, l'événement ne symboliserait que l'aboutissement d'une lutte douloureuse commencée en 2015 : un soulèvement populaire « rare » depuis la fin de l'ère Mobutu contre un troisième mandat du chef de l'État (Polet, 2016). Plus de deux ans après ce passage de flambeau historique entre un président sortant et son successeur, quelles leçons peut-on tirer de cette énième crise politique ? Préoccupés pour leur avenir politique, la plupart des membres de l'ancien régime évitent soigneusement de revenir sur le sujet. Tandis que les nouveaux maîtres de Kinshasa, tout en craignant les questions « délicates », préfèrent souvent aller de l'avant. Contrairement à eux, du côté de la nouvelle opposition aujourd'hui incarnée par l'ancien candidat à la présidentielle, Martin Fayulu, et de la société civile, la révolte populaire de 2015-2018 et la violence qu'elle a suscitée restent vives dans la mémoire. L'Église catholique et les mouvements citoyens notamment commémorent désormais tous les 21 et 25 janvier le double meurtre de Thérèse Kapangala et Rossy Tshimanga. Tombés sous les balles de la police, ces deux